

Et si on légalisait le cannabis ? Qu'en disent les jeunes ?

Florence Bourton

Dans le cadre de son projet «En campagne ? Pas sans nous ! Des jeunes s'adressent aux politiques», la COJ⁽¹⁾ a donné rendez-vous à des dizaines de jeunes au Parlement de Wallonie quelques semaines avant les élections. Ce projet a démarré en 2018 par des animations pédagogiques en classe sur la politique et ses institutions. Il a été suivi d'un Forum ouvert, une technique d'intelligence collective où les jeunes ont défini leurs préoccupations sociales et politiques (l'école et les inégalités, les jeunes et le monde du travail, le climat, l'agriculture, les signes religieux, la femme dans la société, le revenu universel, la légalisation du cannabis...). Le jour J, les jeunes participant.e.s, regroupé.e.s en huit ateliers thématiques, ont discuté de leurs préoccupations avec plusieurs expert.e.s et politicien.ne.s. issu.e.s de différents partis. Nous vous proposons ici un aperçu des réflexions des jeunes et de leur discussion avec les invités du jour, Antoine Boucher (Infor-Drogues) et Charlie Le Paige (PTB), qui ont tenté de répondre avec eux.elles à la question «Faut-il légaliser le cannabis ?».

Avant d'entamer la discussion, l'expert du jour, travailleur chez Infor-Drogues, nous plante le décor et fait un petit rappel du cadre légal en Belgique : Est-ce que consommer du cannabis est tout à fait illégal ? Est-ce toléré ? Où en est-on ?

Antoine Boucher nous explique qu'en Belgique, sur ce point, rien n'est simple. D'un point de vue légal, tout est interdit; mais en pratique, certaines choses sont tolérées et ne sont donc pas d'office punies. Toujours est-il qu'on ne sait pas très bien ce qui sera puni ou pas, et il ajoute que pour les jeunes, *a priori*, tout est puni.

Une première élève lance le débat : «*Je suppose que si on légalise le cannabis, l'État va prendre une commission ou mettre des taxes dessus et que ça va rapporter énormément d'argent. Que faire avec cet argent ?*»

Charlie Le Paige précise d'abord que si son parti est en faveur de la légalisation du cannabis et d'un changement de la loi telle qu'elle existe aujourd'hui, il ne faut pas banaliser l'usage du cannabis pour autant et que l'optique ici n'est pas

budgétaire. Cela reste une question de santé, il faut rester prudent, nous dit-il. Il ne faut pas faire la même erreur qu'avec l'alcool, qui est vu comme un moyen d'avoir des rentrées financières et de combler les trous dans le budget. Donc, les taxes rapportées par le cannabis devraient être réinjectées dans la prévention, l'accompagnement, l'aide et le soin. Il ne faut pas en faire une marchandise comme les autres. Il donne l'exemple des États-Unis et sa «*ruée vers l'or vert*» où le cannabis est devenu un produit qui rapport gros et où toute une série d'acteurs étaient plutôt contre ont changé d'avis en voyant l'argent qu'ils pouvaient y gagner. En conclusion, il faut un système bien réglementé.

«*Quand on parle de légalisation, vous pensez à quel type de cannabis ? Le cannabis médical ? Ou bien toutes les sortes ?*» interroge un autre élève. Il y a un consensus grandissant pour la plupart des partis politiques concernant le cannabis à usage médical, lui explique Charlie Le Paige, qui défend la légalisation du cannabis récréatif également. Le cannabis

(1) La Confédération des Organisations de Jeunesse Indépendantes et Pluralistes



© Christine Cuvellier & COJ

pose un problème sociétal, il est donc important de s'en occuper, puisque l'interdiction ne fait pas baisser le taux de consommation. En plus, cela entretient des réseaux criminels et il n'y a aucun contrôle de la qualité du produit.

Chez Infor-Drogue, on ne fait pas vraiment la distinction entre les différents types de cannabis. À partir du moment où la loi punit d'un emprisonnement de 3 mois (même si la pratique diffère) la moindre consommation, et que cela n'empêche pas des centaines de milliers de personnes d'en consommer, c'est que quelque part elles en ont besoin. Il ne faut pas diviser la réflexion.

N'y allant pas par quatre chemins, un jeune leur demande : « Vous pensez que ça va changer quoi chez les jeunes de légaliser ou pas ? »

C'est une question importante qui relève de l'éducation, entame Antoine Boucher. Les jeunes et adultes sont traités comme s'ils ne pouvaient pas réfléchir par eux-mêmes sur cette question. Le politique se comporte comme s'il savait ce qui est bon pour nous et ne reconnaît à personne la capacité d'utiliser le produit de façon réfléchie, de le gérer, etc. Cela va même plus loin, car on interdit d'apprendre à utiliser le produit correctement. C'est la vision de l'humain qui est en jeu. On est tous confrontés dans la vie à des objets dangereux, on apprend donc à les utiliser : pour traverser la rue, on apprend à être prudent, faire attention aux voitures, etc. On est dans une société où l'on gère tout par interdit et non par éducation. L'interdit est un argument d'autorité : « Je vous dis que c'est mauvais et c'est moi qui décide, vous avez tort ». C'est l'idée que les citoyens sont incompetents. En résumé, il faut donc apprendre à utiliser le produit et le connaître, et choisir de le consommer ou pas, ce qui ne peut pas arriver sans la légalisation. Avec une bonne information, il faut permettre aux gens de poser un choix éclairé.

Charlie Le Paige ajoute que la question de la légalisation montre qu'il y a un débat sociétal en jeu :

qu'est-ce qui fait que les dépendances augmentent (consommation de produit, jeux vidéo, jeux de hasard, etc.) ? Il y a un lien entre les perspectives qu'on offre à la jeunesse et à la population et le fait qu'on va chercher à se réfugier et trouver une satisfaction dans des choses qui sont mauvaises pour la santé. Il y a toute une vision de la société à changer.

Le débat est lancé, les langues se délient et les jeunes font part de plusieurs réflexions :

« On parle beaucoup de la dangerosité de la substance, mais on remarque comme vous l'avez dit que même si c'est illégal, les gens en consomment. Ces gens-là doivent acheter à des réseaux illégaux et il y a beaucoup de concurrence entre ces réseaux. On voit que ça crée de la violence, des morts, des blessés, de la casse, cela amène des gens non concernés par ces réseaux qui peuvent être mêlés à ça. On voit aussi des étudiants qui sont déscolarisés, attirés par l'appât d'un gain plus facile par la vente du cannabis. Ils se disent que l'école ne sert à rien, puisqu'ils peuvent gagner bien plus dans ces réseaux illégaux. Est-ce que légaliser ne serait pas un moyen d'aider ces jeunes ? »

« Si on devait interroger ceux qui consomment du cannabis, c'est soit pour des moyens récréatifs qui deviennent de plus en plus quotidiens. D'autres sont tombés dans l'addiction à cause de soucis à la maison, dépression, ou d'autres problèmes de la vie et qui ne se font pas aider. Dans ce cas-là, on peut s'interroger. Comme vous l'avez dit il n'y a pas assez de prévention... Je sors beaucoup et il y a des milieux où on trouve pas mal de drogues. À au moins une soirée sur dix, il y a toujours un petit coin où on t'explique les dangers, etc. Je trouve ça hallucinant qu'il n'y ait pas plus de prévention dans ces soirées-là. »

« Vous avez dit que le fait que ce soit illégal ne baisse pas la consommation. On consomme déjà pas mal alors que c'est illégal, peut-être que ça ne va rien changer le fait de le rendre légal ? Peut-être que les lobbies qui sont à côté vont mettre la pression et en faire une question d'argent. Ce serait très mauvais. À quel prix rendre ça légal, au prix de la santé de notre société ? »



© Christine Cuvellier & COJ

«La plupart des jeunes qui sont pour la légalisation ne se rendent pas compte des dangers. Il faut leur faire comprendre dès le plus jeune âge que c'est pas bien, qu'il y a beaucoup de dangers psychologiquement. Plus jeune on en consomme, pires sont les dégâts par la suite. Y a aussi de l'inconscience. Je trouve qu'on n'est pas du tout assez prévenus».

«Pour la prévention, moi je trouve que c'est bien de prévenir les gens que c'est pas bon pour la santé et tout ça, mais une fois que l'effet de mode est lancé, la société va réagir plutôt par rapport aux risques que ça entraîne. La prévention ça sert parfois, mais pas dans tous les domaines».



© Christine Cuvellier & COJ

Une enseignante intervient également : «Je suis intriguée par l'équation légalisation égale connaissance. Je pars aussi du principe qu'on ne pense pas que les gens peuvent comprendre. Je trouve que la comparaison alcool et drogue a ses limites. Mais je trouve que la prévention par rapport à l'alcool chez les jeunes est terriblement défailante. On a beau faire tout ce qu'on veut comme animation en classe, ça ne change rien aux risques que prennent les jeunes par rapport à l'alcool. Je pense surtout aux voitures. C'est effrayant. Je partage votre constat quant à une société en crise et aux refuges que trouvent les jeunes. Mais je ne pense pas que la légalisation soit une solution, c'est une pente glissante. Je serais plutôt pour demander à la ministre de l'Enseignement de débloquer des fonds pour avoir des explications convenables en classe, basées sur des constats scientifiques».

Les invités réagissent à leur tour. Pour Charlie Le Paige, couper l'herbe sous le pied des réseaux illégaux est en effet un des arguments forts pour la légalisation. Si on veut prendre la question du cannabis à bras le corps, il faut s'en saisir et réglementer plutôt que la laisser dans les mains des trafiquants. Ensuite, il faut lutter contre les addictions, le cannabis y compris. La légalisation est une condition, non suffisante à elle seule, pour gérer ce problème. Pour cela, il faut aussi dégager des moyens – aujourd'hui mis dans la répression – pour la prévention. Un des problèmes est que la question du cannabis et des drogues est traitée comme un problème de criminalité avant de l'être comme un problème de santé. Quant à la comparaison alcool/cannabis, l'alcool est une drogue dure : dépendance très forte, dégâts psychologiques et physiques énormes. Mais il est banalisé et a des lobbies importants avec des moyens énormes qui empêchent qu'on ait des mesures contraignantes à ce niveau. Si on légalise le cannabis, il ne faut pas répéter les erreurs faites avec l'alcool.

Antoine Boucher conclut sur la question de la prévention. Il ne faut pas la réduire à ce qu'on lit sur les paquets de cigarettes. C'est une question compliquée parce qu'à nouveau, le politique pense pour nous et pense qu'on est

réduit à une vie simple : il suffirait de nous dire qu'il y a des conséquences directes et automatiques pour qu'on ne fasse pas quelque chose. La prévention est envisagée dans notre société par la peur. Pour cela, deux moyens sont utilisés : la santé (risques de cancer, etc.) ou la menace (prison, amendes, etc.). Aucun des deux ne fonctionne... Quelle est la connaissance dont on a donc besoin en termes de prévention ? C'est un grand paradoxe, mais c'est de savoir et comprendre à quoi servent ces produits afin d'éviter les accidents, les problèmes de santé. En résumé : l'abstinence forcée ne fonctionne pas, l'éducation et l'apprentissage sont essentiels.

Pour terminer la discussion, une élève fait part de son avis : «Parler de légaliser et puis, d'investir dans la prévention me fait un peu penser au greenwashing : on fait quelque chose de mal et après on fait des projets pour réduire ça. Ici on légalise quelque chose qui est mauvais pour notre santé, puis on investit dans des campagnes de prévention... Je suis d'accord, il faut éveiller la conscience des jeunes. J'ai vu une personne qui avait des soucis à la maison, qui a commencé à fumer à 12 ans et depuis 6 ans elle consomme du cannabis tous les jours et de plus en plus. Je ne sais pas quel avenir elle aura. En petite quantité ça va, mais le souci de la plupart des jeunes c'est que ça part d'une séance d'essayage pour finir en consommation régulière. Tant qu'on n'a pas eu des accidents de la vie – comme se crasher en voiture à cause de l'alcool – je pense qu'on ne se rend pas compte du danger».

Le débat touchant à sa fin, les jeunes ont bien compris qu'on ne pouvait se contenter d'un simple «oui» ou «non» pour répondre à la question «Faut-il légaliser le cannabis ?» et repartent la tête pleine d'idées pour poursuivre la réflexion.